

**A tous les pangolins que nous sommes devenus,  
voici une question :  
ne serait-il pas temps d'en finir avec les métropoles?**



**Voici en effet la question qui anime au sens neutre et positivement énérvé du terme le dernier ouvrage de Guillaume Faburel, professeur de géographie, d'urbanisme et de science politique à Lyon (Pour en finir avec les grandes villes. Manifeste pour une société écologique post-urbaine, Ed. Le passager clandestin, 2020). On peut donc considérer qu'il sait de quoi il parle à plusieurs titres : de par ses compétences professionnelles et la ville où il officie et qu'il a visiblement fuie comme il invite tout un chacun à le faire pour cesser de**

**participer et d'être souvent écrasé par la métropolisation du monde, reflet spatialisé de sa marchandisation** qui a « l'urbanisation de la terre comme nécessité première » (p.168). **Son obsession du sol, de son respect, de son usage et de son partage, obsession qu'on ne saurait que trop comprendre puisqu'il s'agit plus que jamais du nerf de la vraie et seule guerre actuelle, il s'en est déjà ouvert dans d'autres ouvrages reconnus : Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre, également chez Le passager clandestin (2018, prix du livre d'écologie politique) et dans le collectif Sauver la vie. Manifeste pour une relocalisation écologique et solidaire paru aux Liens qui libèrent en 2020.**

Autant le dire d'emblée : ce qui peut à son tour énerver dans ce travail, c'est justement son énervement permanent, la tension et la colère non sourdes qui l'irriguent. Lesquelles peuvent à mon sens conduire à jeter un peu trop vite le bébé avec l'eau du bain, comme c'est souvent le cas sous le coup de la manifestation d'émotions. Ainsi, on aura bien compris que

**la ville, plus particulièrement la grande ville et ce qui est jugé, présenté depuis quelques décennies maintenant comme son summum, le must du must à savoir la métropole, la réalité urbaine fait donc l'objet d'une âpre descente en flèche.** En témoigne, parmi d'autres, cet extrait : « (...) *mettre en cause le grand mythe des vertus urbaines, qui postule l'agglomération de tous les corps et de toutes les vies comme condition de l'émancipation individuelle. La vérité est l'exact opposé : la grande ville a de tout temps été nécessité économique et politique, sa raison d'être est l'enrégimentement du vivant, qu'il soit humain, animal ou végétal* » (pp.94-95). Les exemples sont nombreux qui attestent non pas du contraire mais invitent à mâtinier ces propos par le vécu même des gens. En effet, combien d'artistes -je pense spontanément à l'humoriste Murielle Robin- racontent à l'inverse ce que l'échappée vers « Paris-ville lumière » leur a apporté comme oxygène et comme opportunité non seulement de carrière mais pour être vraiment soi, y compris dans leur choix de partenaire. A titre plus personnel, je dois dire avoir toujours été à la fois assez fascinée mais aussi effrayée -en l'occurrence c'est en Savoie, dans les villages des vallées mais ça pourrait être ailleurs- par toutes ces danses traditionnelles qui sexualisent tant les rôles sociaux. On imagine bien combien l'encasernement a dû être également violent dans de si petits périmètres isolés donc je me garderais bien, en bonne citadine que je suis en bonne partie comme beaucoup d'entre nous, oui je me garderais bien de porter sur l'histoire urbaine un regard si critique.

Cela dit, **la lecture de ce livre au quasi format de poche, à la maquette aussi esthétique que pleine de sens (buildings au recto et espoir de vertes cimes au verso), au prix très raisonnable de 13 euros, ne peut qu'être stimulante.** De par son ton véhément bien évidemment (après tout, c'est texto un « manifeste pour une société écologique post-urbaine »), mais surtout pour **d'autres qualités qu'il affiche et que l'on peut ramener à deux principales.** Je passe sur le nombre de données fournies et l'effort de définition qui, désormais avec l'écriture inclusive, sont un gage de sérieux et d'ouverture toujours appréciable et apprécié comme tel. Je passe aussi sur le fait que **cette réflexion s'inscrit pleinement dans l'actualité**, en clair de quoi la pandémie est le nom et que peut-on espérer ou plutôt agir pour « après ». Je passe tout en reconnaissant ce mérite de penser à chaud, d'établir des connexions qui ne

sont d'ailleurs pas sans lien avec celles établies par les Économistes atterrés dans la chronique que j'ai consacrée au pavé dans la mare De quoi avons-nous vraiment besoin ? (voir chronique 146, janvier 2022). En fait, il ne s'agit pas seulement d'un mérite mais d'une vraie nécessité tout simplement parce que si cette crise peut, comme toute crise au fond, avoir un avantage, c'est celle de la prise de conscience et de l'action. Or pour agir, il faut tout d'abord **établir un constat. On rejoint ici la première qualité du travail de l'auteur, à savoir de présenter celui-ci pour progressivement glisser vers une autre société meilleure.** Après un premier chapitre qui décrit **la métropolisation du monde, fruit de l'urbanisation croissante,** et l'inscrit pleinement dans la **logique d'organisation spatiale du (néo)capitalisme** (« *concentration capitaliste des activités économiques dans les grandes aires urbaines* », p.47), le couperet tombe : « *l'écocide est déjà là* » qui se traduit -au minimum- par des **impacts de la vie métropolitaine sur notre santé et notre bien-être.** Évidemment, **l'alimentation et l'agriculture ne sont pas en reste** puisque tout fait système : « (...) *le processus de concentration des terres et d'exploitation systématique du vivant est indissociable de l'accroissement de la concentration urbaine* » (p.43). Exploitation qui se fait du reste au prix d'un rythme de vie imposé tant aux humains qu'aux non-humains et que des villes plus petites dites « lentes », comme en Italie mais pas que, essaient de remettre en cause. En-dehors de ces impacts déjà négatifs, **un grief majeur porté à l'actif des métropoles est leur caractère générateur d'inégalités.** Le paradoxe (ou le fondement pervers?) du capitalisme veut en effet que les classes populaires soient à la fois proches des lieux de « bas », nécessaire, travail mais en même tant pas trop proches pour ne pas perturber le (faux) calme bourgeois. Dans une logique bien connue qui ne fait, pour les plus modestes comme pour la « Nature » qu'externaliser les coûts et internaliser les bénéfices, **comment dès lors rendre vraiment et pleinement effectifs le vivre-ensemble, le droit à la ville et pire (enfin mieux!) le droit au logement?** Quelque part, si on ressent un malaise et comme une impossibilité, c'est bien du côté des failles structurelles soigneusement occultées de la division du travail spatialisée que des réponses devraient être sans surprise trouvées. La dénonciation des impacts de la prédominance du modèle métropolitain ne s'arrête toutefois pas là, ce qui amène l'auteur à évoquer la « *conversion néolibérale de nos vies* ». Celle-ci a différents effets profonds, souvent invisibles et empêchant à ce titre le moindre recul, donc la moindre échappatoire. De fait, « *forcée, (elle) passe d'abord par l'occupation incessante de nos corps et par la mobilisation continue de nos esprits, grâce à la mobilité permanente, à l'accélération sans fin de nos mouvements, au divertissement ininterrompu, au nomadisme généralisé, à la connectivité perpétuelle et aux corps/consciences augmentées comme prétendue nouvelle intelligence* » (p.69). La catastrophe vient bien de ce que **le style de vie propres aux grandes villes nous a en quelque sorte rabaissés, réduits à échanger contre notre sensibilité et notre imagination des commodités variées,** toute une série de **délégations** à commencer par celle de nous nourrir qui, en réalité, sont synonymes de **dépossession** et de **dénaturation.** Le 5ème chapitre pose la question, dans de telles conditions, de mener une fronde depuis l'intérieur à l'instar de mouvements qui existent déjà comme le *guerilla gardening*, Extinction Rebellion, la contre-culture urbaine ou le développement de l'économie sociale et solidaire et autre végétalisation. Là encore, le constat est sans appel et conduit à « *l'impossibilité de résister dans la métropole* » (p.81). Pourquoi ? Parce que **l'expansionnisme urbanistique s'est traduit par la colonisation de nos esprits** et c'est sans doute cela le plus grave donc la chose première à faire tomber : « *La grande ville est encore considérée comme un champ symbolique d'interpellation, jamais*

comme un lieu à combattre en lui-même pour sa totalité destructrice. C'est comme si demeurait un impensable, trop profondément intériorisé en nous par l'idéologie dominante. Et ce point aveugle se retrouve dans toutes les tribunes militantes et autres manifestes écologistes de ces temps confinés puis déconfinés » (p.90). **Rester serait donc illusoire pour changer** comme l'indique la phrase finale de ce passage : « *En fait, si résistance et désobéissance véritable il peut y avoir, on pourra bien plus la trouver (...) en dehors des cadres urbains. C'est seulement ainsi que, de l'inoffensive désobéissance civile, nous passerons à la subversive désobéissance fertile* » (p.94). Le chapitre suivant est précisément consacré à ceux, d'horizons variés, qui ont sauté le pas par « lassitude métropolitaine ». L'accent est ici mis sur la réalité du **repeuplement de l'Hexagone**, réalité que le discours officiel centré sur l'attrait et le dynamisme toujours exigé pour les grandes villes a tendance à ne pas trop mettre en avant. Compte-tenu de l'option prise pour gérer la crise pandémique et l'effroi justifié procuré par les différents confinements, on peut d'ailleurs se convaincre de la difficulté grandissante de ce discours à ne pas, à l'avenir et bien déjà, cacher ses failles et à difficilement empêcher une certaine hémorragie. En clair, **un terreau de francs-tireurs existe déjà pour assurer une transition, un rééquilibrage**, que l'auteur appelle de ses vœux, terreau qui peut prendre différentes formes énumérées notamment p.115 comme les habitats groupés autogérés, les fermes sociales, les centrales villageoises, les coopératives intégrales, etc... Toutes ont en commun de **rechercher un autre rapport, non consumériste, à la ruralité**. Il s'agit en effet d'« *habiter écologiquement un lieu plutôt que consommer fonctionnellement un espace, coopérer localement et non concurrencer globalement, autogérer sans exclusion plus que posséder avec prétention* » (p.123). Ce triptyque est la base d'une **ère non pas seulement alter-urbaine mais post-urbaine dont le défi est bien, et c'est l'objet de l'avant-dernier chapitre, de ne pas se transformer en écueil, cela en évitant « la contamination métropolitaine de la terre** ». Car un peu comme quand vous allez à la montagne mais que, finalement, comme c'est dommage, vous vous retrouvez en fait dans une ville à la montagne, ou comme quand vous « partez en voyage » mais qu'en fait vous restez dans votre zone de confort enfermés dans votre club de vacances, le risque du mouvement actuel de véritable fuite en dehors des métropoles est bien celui d'une transposition et d'une généralisation de leur/cette problématique à l'ensemble des territoires. Or on ne pourrait craindre pire évolution et, outre se départir du grand mythe qui fait de la grande ville l'alpha et l'oméga, il convient d'opérer une révision plus globale qui conduit à **redessiner nos vies en conformité, cette fois-ci, en fonction de nos véritables besoins**. Et donc là le livre rejoint -je dirais une fois de plus car décidément **il y a actuellement convergences entre certaines colères et certaines pistes à explorer**- celui mentionné auparavant des Économistes atterrés sur le même sujet. D'où la proposition suivante qui concerne tous les domaines de notre quotidien et les modifications substantielles qu'on pourrait leur apporter dans une optique de sobriété heureuse puisqu'il s'agit en fait de cela : « *Pour déconstruire ce qui fait de ce grand récit une force agissante en nous, il faut en réinterroger très directement tout ce qui nous conduit à obéir docilement, à nous plier doctement, à renoncer facilement, c'est-à-dire toutes les médiations fétichisées du capital dont nous sommes, tou-tes, les véhicules dans nos vies quotidiennes : la marchandise et le travail, l'Etat et le patriarcat, l'éducation et les institutions* » (p.142). Finalement, **7 axes d'action sont avancés pour promouvoir une société post-urbaine écologique** qui reposerait sur l'anticipation, à commencer par penser l'accueil sur l'ensemble du territoire de ce qu'il faut bien appeler le prolétariat urbain. L'idée est de compter sur soi (individuellement et collectivement, par exemple par des

associations) pour « *retisser les liens d'une communauté « biotique », c'est-à-dire dans laquelle l'ensemble des formes de vie cohabite pacifiquement au sein d'une nature respectée sous tous ses aspects* » (p.155). On peut bien penser qu'il s'agit-là d'une utopie mais il n'empêche que ce serait **l'application la plus immédiate, dans le temps et l'espace, d'une pensée complexe en conformité avec la réalité écosystémique** qui est précisément celle que l'on s'évertue à nier à travers la pérennité conférée au mirage métropolitain fait au contraire de segmentations variées à des fins d'exploitation précise. Pour en revenir aux pistes permettant de cheminer vers cette nouvelle ère, la première est d'**organiser des états généraux autonomes** dont l'objectif principal serait de rendre visibles et de fédérer toutes les initiatives (néo)rurales existantes. Ensuite, il convient d'**en finir avec le secteur devenu véritable paradigme à lui tout seul du BTP**, à savoir construire, se répandre et bétonner... et à ce sujet on espère bien que le « Grand Paris » sera un projet qui, aussi symboliquement qu'en pratique, trouvera enfin des limites. Si tel était le cas, ce serait une belle victoire pour des terres nourricières mais aussi pour la décolonisation des esprits, inutile d'épiloguer sur la névrose bien française non seulement autour des métropoles mais aussi autour de la capitale totémisée de longue date. Ensuite, **renaturer la terre** passerait en particulier par limiter le poids et l'impact écologique énormes de l'agro-industrie et donc revoir les systèmes alimentaires en les relocalisant tout en les agroécologisant. **Le logement n'est pas en reste de proposition** puisqu'il faut urgemment « habiter sans bétonner », la libéralisation des habitats légers type yourtes ou roulottes y aidant. **L'augmentation et la réorientation des ressources budgétaires** doivent aussi permettre de « *soutenir les productions alimentaires et les services médicaux, éducatifs et culturels relocalisés en dehors des métropoles, avec une priorité donnée à une autonomisation progressive de leur gestion* » (pp.161-162). Un axe fort reste certainement « **autogérer des biorégions par un confédéralisme communaliste** » qui n'est pas sans rappeler certains courants de pensée du 19ème siècle déjà alarmés par le développement de l'industrie et des villes. Dans cette perspective, il est important d'être au clair avec ce que l'auteur entend par « biorégion » : « *des territoires caractérisés par leur nature géographique et leurs milieux écologiques (vallées, plaines, systèmes forestiers, zones humides, etc...) et produisant, à l'échelle des communautés humaines et des formes de vie animales et végétales qui les habitent, leurs propres ressources alimentaires et énergétiques de proximité, mettant ainsi en pratique une écologie sociale par l'autonomie* » (p.167). Cette notion peut encore paraître abstraite mais c'est le propre de toute innovation, surtout quand on a peur de débrayer pour essayer autre chose en mieux. Elle a le mérite selon moi de faire la synthèse de la biorégion « historique », car ce concept n'est pas nouveau mais il était auparavant plus concentré sur le local, et celui d'écosystème qui amène le local à intégrer l'ensemble de ce que l'on appelait auparavant « l'environnement », à commencer par les autres êtres vivants. Pour finir, il est également important de « reprendre la main et reprendre pied dans la connaissance du vivant » car aucune (r)évolution ne peut être envisagée sans **profonde mutation culturelle** ; concrètement, il faudrait quelque part réensauvager l'éducation, ce qui passe par l'introduction des savoirs et savoir-faire tant paysans qu'artisans à l'école. La route est longue, on peut imaginer le sourire plus ou moins en coin de certains, mais tout dans le schéma proposé se tient en tout cas et **la voix de Guillaume Faburel se voit d'ailleurs confortée par les témoignages qui clôturent chaque chapitre.**

**C'est bien là la deuxième qualité de ce livre**, témoignages qui rompent le risque de monotonie propre au genre de l'essai. C'est en effet une **fort bonne idée d'avoir fait bonne place à ces retours d'expérience** qui ne sont parfois, pour l'instant, que l'expérience du malaise éprouvé dans la grande ville et de la forte tentation de vivre autrement. Ils sont tous touchants, tapent juste et témoignent parfois en plus d'une vraie qualité littéraire, poétique, comme Basile pour qui : « (...) *toute la question de l'autonomie est en train de se recomposer à partir de l'écologie, du féminisme et peut-être de la question coloniale. Enfin* » (p.127). Ou : « *On ne peut pas éternellement parler d'écologie sans sentir comme une brûlure la question : où est-ce que je désire et peux habiter, entouré de quels êtres ? Parler d'écologie, c'est se retrouver pris dans une quête d'attachement aux vivants qui nous font vivre* » (p.128). Ou encore : « *Territoires. Pour moi, c'est le mot-clef. Il faut fragmenter notre imaginaire social et politique. Cesser de se faire happer par l'échelle métropolitaine, mondiale, nationale, ou étatique, pour réfléchir à partir de la multiplicité des territoires dont on prend soin, quitte à les défendre corps et âme* » (p.129). Sa voix vient en écho à celle d'Isabelle qui, sans grande surprise car il s'agit maintenant d'un mouvement de fond depuis quelques années mais on peut se demander jusqu'à quand car même là les prix de l'immobilier montent, s'est installée dans un petit village de Bretagne centrale où elle a littéralement pu se déployer. Ce qu'il y a d'intéressant dans le récit de son parcours et des perspectives qu'elle voit d'ailleurs heureusement larges, c'est qu'elle a retrouvé **tout un tissu local pratiquant déjà nombre d'alternatives et, surtout, des élus d'autant plus à l'écoute qu'ils ne le sont par engagement que pour un mandat**. D'autres, à un niveau malheureusement stratosphérique, pourraient s'en inspirer de même que du **principe de subsidiarité** au passage rappelé : « *ce qui peut être créé ou résolu au niveau local l'est* » (p.151). Autant dire faire une autre synthèse, celle de la décentralisation « historique » (construction européenne comprise) avec les impératifs écologiques d'un retour à une forme de simplicité et de bon sens. Après ça, qui a dit que manquait **un programme authentiquement politique à l'écologie** ?

Citoyennement vôtre,

©Yolaine de LocoBio,

Février 2022

PS : Mediapart consacre à la thématique traitée dans la présente chronique une émission dont je relaie le descriptif ainsi que les références, toujours utiles pour prolonger la réflexion.

### **Ville : l'envers de la métropole**

Grand Paris, capitales culturelles, rénovation urbaine, urbanisme olympique : la notion de « métropole » surgit partout quand on parle de ville. Lubie bureaucratique, outil démocratique ou mise en œuvre du capitalisme sécuritaire ? Décryptage et discussion avec trois observateurs et observatrices critiques : Stany Cambot, Cécile Gintrac, et Rémi Eliçabe.

Dans les procès-verbaux de conseils municipaux, dans les annonces d'investissements immobiliers, dans les titres de livres, dans les slogans contre le Grand Paris ou la gentrification à Lyon : la « métropole » surgit partout quand on parle de ville.

Mais de quoi parle-t-on quand on prononce le nom de « métropole » ? S'agit-il d'une lubie bureaucratique, d'un outil démocratique, ou d'une mise en œuvre du capitalisme néolibéral et sécuritaire dans l'espace urbain ? Autour de cette notion, les récits s'entrecroisent, créant une confusion délicate à démêler.

C'est la question que nous avons choisi de discuter pour ce nouvel épisode de « Points de rupture », l'émission de Mediapart, initialement lancée par la revue *Terrestres*, consacrée aux basculements intellectuels, politiques, sensibles et nécessaires pour contrer les destructions en cours du climat et du vivant.

Nos invité·es sont :

- **Stany Combot**, architecte et membre du groupe [Échelle inconnue](#), qui vient de publier une revue en ligne : [« Glauque est une couleur. Observatoire critique de la métropolisation »](#).
- **Cécile Gintrac**, enseignante en géographie et membre du Comité Vigilance JO, codirectrice (avec Matthieu Giroud) de *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain* (publié en 2014 par Les Prairies ordinaires, repris désormais par les éditions Amsterdam).
- **Rémi Eliçabe**, sociologue, membre du Groupe Recherche ACtion, et coauteur de *Quartiers vivants* (avec Amandine Guilbert et Yannis Lemery), éditions D'une certaine gaieté, 2020. Il a également participé au numéro de la revue *Métropoles* consacré au thème « Contester la métropole ».

À lire en lien avec les travaux des invité·es et le sujet de l'émission :

- [« Contester la métropole »](#), numéro 28 de la revue *Métropoles*, dirigé par Ludovic Halbert, Gilles Pinson et Valérie Sala Pala.
- Flaminia Paddeu, *Sous les pavés, la terre* (Seuil, 2021, 439 p., 22 €).
- Julien Martin Varnat, *Explorations urbaines. Analyse et récits du Grand Lustucru* (éditions du Commun, 2021, 223 p., 14 €).
- *La Beauté d'une ville. Controverses esthétiques et transition écologique à Paris* (Pavillon de l' Arsenal/éditions Wildproject, 2021, 563 p., 39 €).